

Evaluation de la dynamique territoriale et de financement de la PME et son impact sur le développement local : cas de la wilaya de Béjaïa

Matouk BELATTAF
Professeur d'Economie, FSEGC,
Université de Béjaïa.

Résumé

Ce papier se concentre sur certains développements de nos travaux antérieurs sur la dynamique et le financement des PME, en essayant d'approfondir la question en intégrant l'approche par le développement local (DL), comme résultat de la dynamique territoriale et de financement de la PME. En effet, le DL, de par sa complexité, peut être considéré comme la contribution d'un petit territoire au mouvement général du développement, en termes de plus-value économique, sociale, culturelle et spatiale. Sur un autre registre, il prend la forme d'une organisation à construire par l'information en reliant des acteurs publics et privés, engagés dans une dynamique de projet de territoire. Des éléments mettent en exergue l'évolution du secteur privé par les facteurs et acteurs de la dynamique locale. Il s'agit d'effectuer une synthèse de corrélation de la dynamique de DL issue de la triple dynamique : territoriale, bancaire et entrepreneuriale.

الملخص

()
()

Introduction

Ce papier reprend certains développements de notre précédent travail¹, en essayant d'approfondir par une approche intégrant le développement local (DL), comme résultat de la dynamique territoriale et de financement de la PME. En effet, le DL², de par sa complexité, peut être considéré comme la contribution d'un petit territoire au mouvement général du développement, en termes de plus-value économique, sociale, culturelle et spatiale. Il prend la forme d'une organisation à construire par l'information en reliant des acteurs publics et privés, engagés dans une dynamique de projet de territoire.

A la faveur des profondes réformes récentes, libéralisation et ouverture de l'économie, le secteur privé connaît une dynamique et une croissance de plus en plus grandes. Le secteur bancaire s'ouvre au secteur privé, lui accordant davantage de crédits. Depuis 1998, ce dernier a dépassé le secteur public, avec 60 % de la valeur ajoutée, hors hydrocarbures. Il s'est développé grâce à la politique de soutien aux investissements, encouragée par la création de divers organismes spécialisés³. Quelle est la contribution du secteur bancaire à l'essor du secteur privé à partir de 1990 ? Qu'est ce qui explique l'évolution et l'essor des PME ? Quelle est la répartition géographique de ces entreprises, le poids des spécificités et des aspects territoriaux dans cette dynamique entrepreneuriale ? D'autres éléments mettent en exergue l'évolution du secteur privé à travers les facteurs et acteurs favorisant cette impulsion locale. Il s'agit d'effectuer une synthèse de corrélation de la dynamique de DL issue de la triple dynamique : territoriale, bancaire et entrepreneuriale.

Nous tenterons d'évaluer la participation des banques publiques dans le financement du secteur privé de Béjaïa. Quant à l'impact du processus sur le DL, il est né de la prise de conscience suivante : la politique d'aménagement du territoire (*logique d'Etat*) est mise en œuvre pour corriger les déséquilibres (*logique du marché*), trouve sa pleine efficacité en s'appuyant sur une organisation des volontés locales (*logique de territoire*). Notre réflexion s'articule autour de six points : Une évaluation du financement bancaire des PME privées de Béjaïa depuis 1990 (1) ; un récapitulatif sur le financement des micro-entreprises (2) ; Les composantes du DL (3) ; le rôle de la PME dans le DL et l'aménagement du territoire (4), Les impacts et perspectives bancaires (5) ; et un récapitulatif de la triple dynamique du DL (6).

1. Evaluation du financement bancaire des PME privées de Béjaïa depuis 1990

Dans le nouveau contexte et cadre nouveau, l'on assiste à des possibilités d'accès au financement bancaire, pour l'essor du secteur privé. Pour ce faire, une double enquête a été faite à Béjaïa⁴. Les résultats permettent d'évaluer les acteurs du financement du secteur privé, soulignant l'évolution du secteur

économique observé dans la création et répartition spatiale et sectorielle des entreprises, afin d'expliquer et d'évaluer l'origine du financement.

Notons que la Wilaya de Béjaïa enregistre une croissance économique et un progrès social. De par la diversité dans leur nature et leur dimension, ces PME ont permis d'enregistrer des performances appréciables. Le classement du Ministère de la PME fait ressortir Béjaïa au 4^{ème} rang, au niveau national.

1.1. Méthodologie et résultats de l'enquête

Nous avons mené des enquêtes auprès des PME privées et des banques. Composé de 70 entreprises, notre échantillon touche 7 branches dominantes. A l'exploitation des résultats, l'échantillon est réduit à 30 PME, ce qui est, en principe, exploitable, et les résultats obtenus et les entretiens effectués, fournissent une information pour l'analyse objective. Quant aux micro-entreprises (ME), les données élaborées de l'ANSEJ peuvent couvrir le secteur de la PME⁵.

1.2. Présentation synthétique des PME privées de Béjaïa

Notre focalisation sur le secteur privé s'explique par le formidable essor qu'il a connu, avec l'introduction de l'économie de marché. La structure juridique est de 95,29 % pour le secteur privé contre 4,71 % pour le public.

Tableau 1 : classification des entreprises privées par tranches d'effectifs

Tranches d'effectifs	Nb d'entreprises	%	Nb d'employés	%
1 à 9	5 679	95,46	10 678	50,41
10 à 49	238	4,00	4 776	22,54
50 et plus	32	0,54	5 527	27,05
Total	5 949	100 %	21 181	100 %

Source : Etabli à partir du listing de la CNAS de Béjaïa

La structure du secteur privé : prédominance des ME employant moins de 10 travailleurs ; (95,46 % par le nombre et 50,41 % en effectifs, du total.

1.3. Contribution bancaire dans la création d'entreprises privées

Les résultats de l'enquête sur le financement bancaire du secteur privé indiquent que 63,32 % des PME privées enquêtées y ont bénéficié à plus de 60%⁶. Ce qui renseigne sur l'importante contribution des banques dans la création des entreprises. Le BTP et l'agroalimentaire, en pleine expansion à Béjaïa, bénéficient de financements consistants.

Tableau 2 : Répartition des entreprises et crédits (%) par secteurs d'activité

Branches d'activité	Nombre d'entreprises	Crédits d'investissement	Crédits d'exploitation
ISMME	2	70	50
Tourisme	4	35	40
Matériaux de construction, verre	3	60	30
BTP	11	69,09	50
Industrie agroalimentaire	5	73	60
Textile, bonneterie, confection.	1	30	25
Bois, liège, papier, imprimerie.	4	57,5	35
Total (en moyenne)	30	60 %	40 %

Source : Résultats de l'enquête 2003

La banque assiste les entreprises à leur création et durant l'exploitation, pendant la durée de leur vie. Les parts relatives des crédits d'investissement sont plus importantes que celles des crédits d'exploitation.

1.4. Contribution des entreprises privées à la création d'emplois

Cette dernière décennie a été marquée par un développement remarquable du secteur privé qui se traduit par une forte création d'emplois. En effet, sur les 5 949 PME privées dans la wilaya de Béjaïa, 4 218 (+ de 70 %) ont été créés à partir de 1995, induisant la création de 16 000 emplois. Ces PME sont essentiellement de petite taille, c'est-à-dire, employant moins de 50 salariés. Les résultats de notre enquête confirment en effet ce constat.

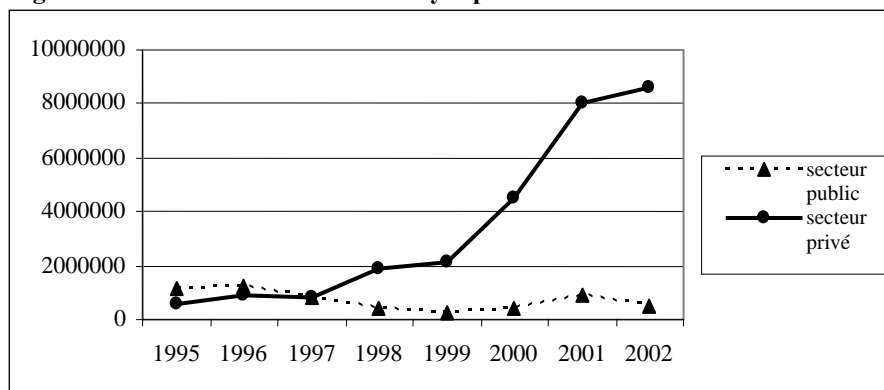
La majorité des entreprises emploie moins de 50 salariés. 1/3 emploie plus de 50 salariés. Il s'agit d'entreprises industrielles (AA, BTP, ISMME), et plusieurs PME sollicitent des crédits supplémentaires pour renouveler leurs équipements ou étendre leur activité.

1.5. Participation bancaire dans le financement des PME privées de Béjaïa

La contribution bancaire au développement des activités est obtenue des résultats de notre enquête et des entretiens auprès des banques.

⇒ **Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA)** : 1^{ère} banque impliquée dans le financement, a contribué à plus de 90 % dans le développement de la vallée de la Soummam, pôle économique de Béjaïa. De nombreuses PME couvrent les besoins du marché local et national : CEVITAL, DANONE, IFRI, laiteries, huileries, Semouleries... représentent un échantillon de projets d'investissement de l'agroalimentaire, financés par le CPA.

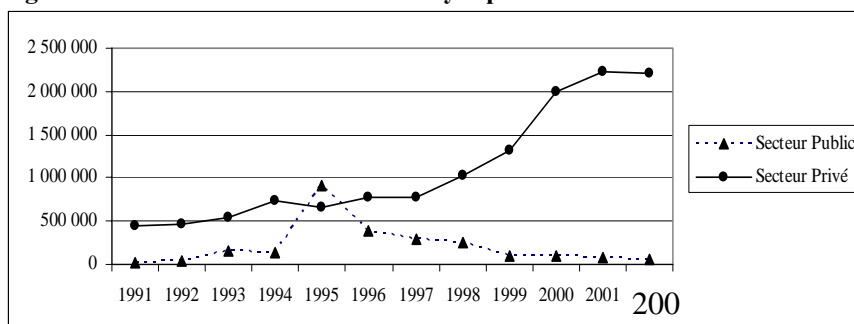
Figure 1 : Evolution des crédits octroyés par le CPA de 1995 à 2002



Source : Réalisé par nous à partir des données du CPA de Bejaia.

- ⇒ **La Banque nationale d'Algérie**, c'est la 2^{ème} banque, au financement de plusieurs PME privées. Elle leur a octroyé une valeur de 8 169 181 KDA en 2002, où elle a financé un montant de 1 217 229 KDA de projets d'investissement dont 85,58 % accordés à l'industrie. Les branches d'activités les mieux financées par la BNA, sont les secteurs de l'industrie et du commerce.
- ⇒ **La Banque d'agriculture et de développement rural** 3^{ème} rang, Elle a l'ambition d'être le partenaire financier privilégié et performant de tous les acteurs du renouveau économique du pays. Elle est classée en tête dans le financement des micro-entreprises à Bejaia. C'est une banque universelle qui intervient dans le financement de tous les secteurs d'activité. Cependant, actuellement, elle est tournée exclusivement vers le financement de l'agriculture et la pêche.

Figure 2 : L'évolution des crédits octroyés par la BADR de 1991 à 2002

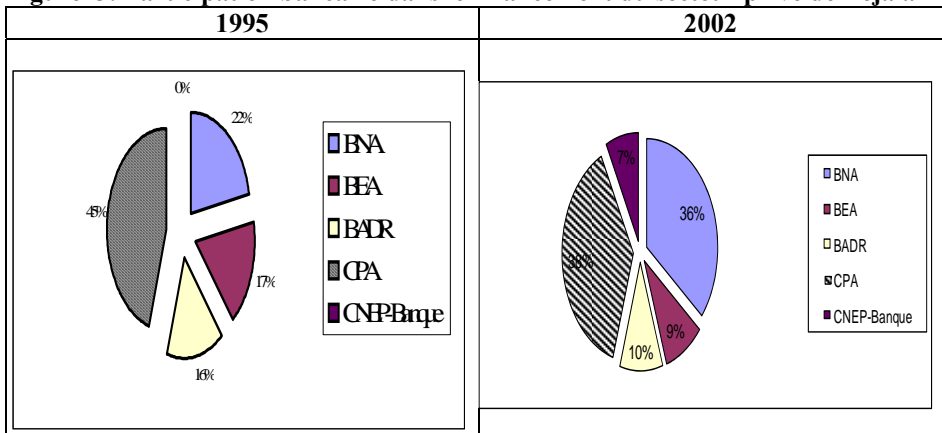


Source : Réalisé par nous à partir des données des agences de la BADR de Bejaia.

- ⇒ **La Banque extérieur d'Algérie**, la plus petite banque au niveau local, a participé au financement de 13 projets dont 5 du secteur privé, céramique et activités de construction. A l'avenir, la BEA souhaiterait accorder beaucoup plus de crédits à l'investissement susceptible de créer des richesses.
- ⇒ **La CNEP-BANQUE** a introduit récemment une nouvelle activité, crédits aux entreprises privées, notamment le BTP et la promotion immobilière. Elle est à ses débuts mais promet dans l'avenir une participation plus importante dans le financement du secteur privé local.

Pour récapituler, l'industrie est le secteur développé le mieux financé par la majorité des banques. La majorité des banques a contribué au financement du secteur privé local. Le CPA accapare près de la moitié des financements accordés au secteur privé, le reste est partagé entre les autres banques.

Figure 3: Participation bancaire dans le financement du secteur privé de Béjaïa



Source : Etabli par l'auteur

Cette analyse concerne les parts bancaires dans le financement ; les montants accordés sont croissants pour toutes les banques. Le rapprochement des résultats des enquêtes souligne la forte contribution des banques au développement, au financement et à l'assistance du secteur privé. Une enquête menée sur 15 PME privées de Béjaïa donne les résultats suivants :

- ⇒ **15 PME** couvrant les principaux pôles de Béjaïa et 6 branches d'activité.
- ⇒ **Emploi** : 1500 (dont 150, féminin)
- ⇒ **Financement** : 50 % bancaire ; 45 % autofinancement ; 5 % autres.
- ⇒ **Age moyen du propriétaire/manager** : 50 ans (35 à 70 ans)

1.6. Problèmes et contraintes des PME-PMI et leurs propositions

Les PME-PMI en question confrontent, pour leur financement une multitude de problèmes. Entre autres le remboursement du crédit d'exploitation au moment de demande de financement des investissements qui nécessite des

garanties, les taux d'intérêt bancaires élevés ; les banques qui exigent trop de documents administratifs et décourageant les entreprises à demander des crédits ; et le manque de qualité de service bancaire. En outre elles sont soumises à plusieurs contraintes telles que :

- Le Problème de la concurrence déloyale, exercée par les produits importés, d'où la baisse de la production locale, donc de leur chiffre d'affaires.
- Problèmes d'approvisionnement en matières premières importées : fluctuation des prix, rigidité et non régularité des approvisionnements.
- Les PME bénéficient de peu de crédits bancaires pour manque de performance (entreprises publiques), et par marginalisation (PME privées).

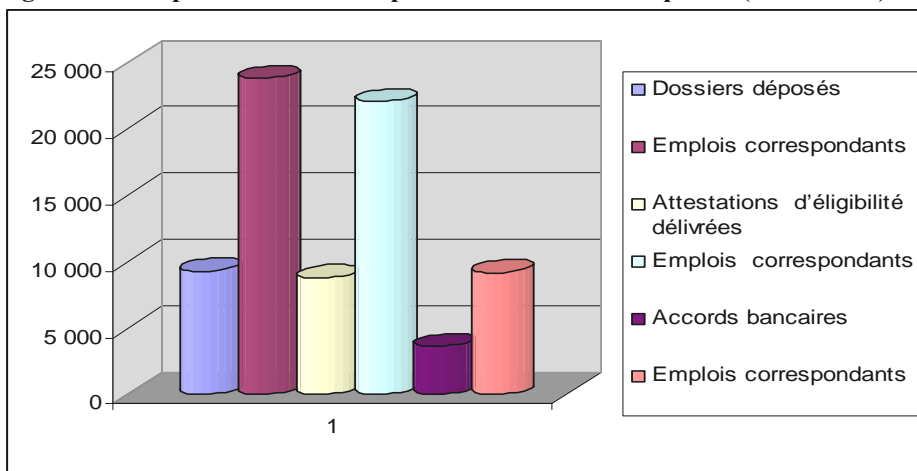
Elles réclament, en revanche :

- La réduction des taux d'intérêt des prêts;
- Une meilleure prise en charge fiscale (orientation, recommandation, assistance),
- La réduction de la durée des études de projet par les banques ;
- Bénéficiaire des services conformes aux attentes des entreprises ;
- Et leur souhait de généralisation de la « Banque Assise »,

2. Récapitulatif sur le financement des micro-entreprises (ME)

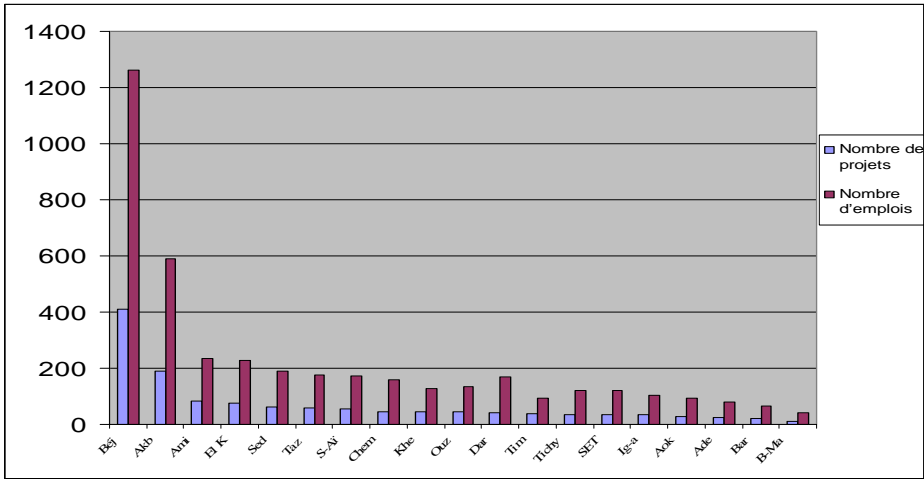
Les ME, dominantes à Béjaïa seront synthétisées par les graphiques suivants, faisant ressortir la triple dynamique : bancaire, sectorielle et spatiale.

Figure 4 : Récapitulatif des ME depuis le lancement du dispositif (1998 - 2004)



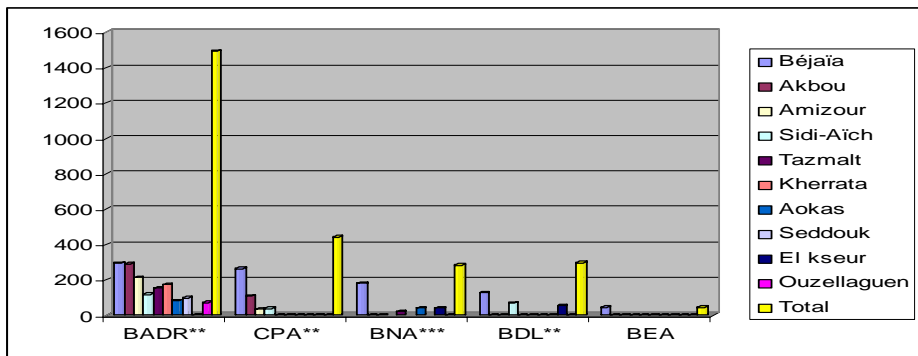
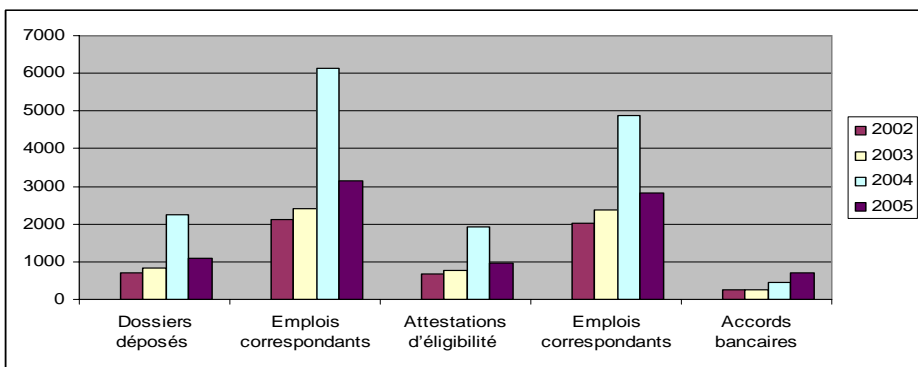
Source : Etabli par l'auteur à partir des données de l'ANSEJ-Béjaïa, 2005

Figure 5 : Répartition par daïra des projets éligibles et leurs emplois en 2002/04



Source : Etabli après regroupements et calculs à partir de l'ANSEJ-Béjaïa-2006

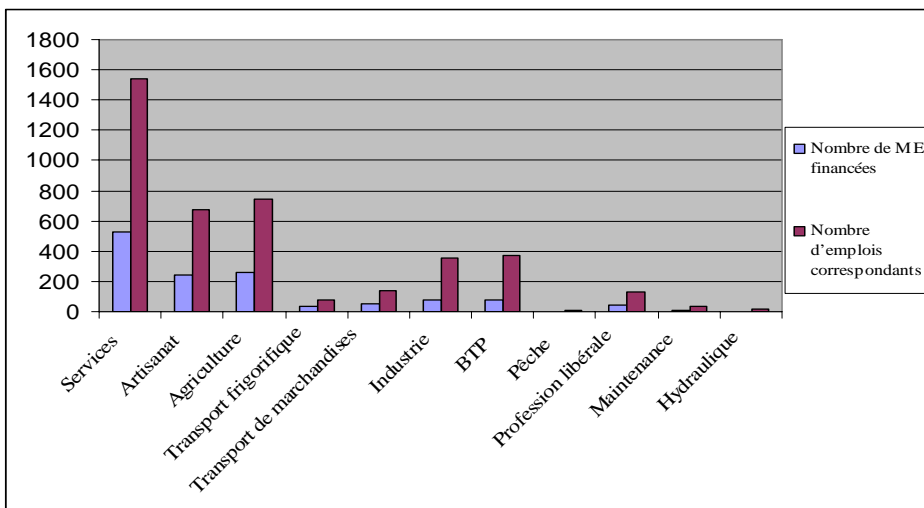
Figure 6: Micro-entreprises de 2002 à 2005 et les projets financés par les banques



Source : Etabli par l'auteur à partir des données de l'ANSEJ-Béjaïa – 2006

(**) : 2 agences à Béjaïa & (***) : 3 agences à Béjaïa.

Figure 7 : répartition sectorielle des ME financées et le nombre d'emplois créés de 2002-2005



Source : Etabli par l'auteur à partir des données de l'ANSEJ-Béjaïa – 2006

Commentaire global sur le dispositif de l'ANSEJ concernant les micro-entreprises:

- Une nette évolution dans la création et le financement des ME, mais leurs rythmes respectifs sont disproportionnés : l'ANSEJ a délivré plus de 13000 attestations d'éligibilité, les banques n'ont financé que 3947, soit 33 %..
- Au plan spatial, les daïras n'ont pas la même dynamique, qu'il faut bien sûr relativiser, car si rapportons les nombre de ME à la population totale de chaque daïra, nous pouvons dégager une certaine proportionnalité.
- La répartition spatiale des banques peut expliquer également la dynamique territoriale, sectorielle et entrepreneuriale, selon les ME.
- Du point de vue de l'emploi, de 1998 à 2005, il est créé près de 10 000 emplois, ce qui peut être considéré comme satisfaisant ; ce chiffre va augmenter eu égard au nombre de projets de ME à financer.

3. Les composantes du DL: facteurs et acteurs de la dynamique locale

La démarche du DL se base sur une volonté commune d'intervention des différents acteurs et une capacité collective de lancer et de soutenir un processus, à savoir valoriser ses ressources humaines et matérielles. Le développement local s'articule autour des initiatives locales pour un projet commun, avec la reconnaissance et l'appui des représentants des différentes instances et des partenaires internationaux. Cette approche combinée et

transversale en échelons, en acteurs, en partenaires et en moyens permet la mise en place d'une politique territoriale concertée et coordonnée, capable de parvenir à impulser une dynamique de changement, en gérant les multiples contradictions. Il est donc nécessaire de bien repérer les facteurs essentiels de ce mouvement dynamique, de cette qualité de gestion locale. L'on retient 5 facteurs principaux⁷ : Le territoire, les acteurs, le processus de mobilisation, le croisement de logiques économiques, sociales et politiques et l'articulation du local à son environnement

3.1. Le territoire

« Un territoire est un espace physique dont les limites sont définies par des critères géographiques, administratifs, historiques, économiques, humains (.). Il est inclus dans d'autres territoires définis par d'autres critères et contient des territoires d'autres configurations. Tout projet de développement fait référence à un territoire... devant être considéré comme un facteur vivant, flexible. Dans un projet de DL, le territoire pourra être à géométrie variable, selon l'action visée et les critères fixés pour sa réussite. Il n'existe pas un découpage territorial bon ou mauvais en soi : il est bon ou mauvais pour tel ou tel objectif ou action⁸ ». Le fonctionnement en réseau réunit acteurs et projets de nature et d'objet différents autour d'un but commun. La concertation entre acteurs renforce la cohérence avec d'autres thématiques.

3.2. Les acteurs

Le DL, comme processus, implique des interactions entre trois catégories d'acteurs ayant des logiques propres et des responsabilités particulières⁹ :

- ❖ **Les acteurs institutionnels** : ensemble des pouvoirs ; **Etat et structures déconcentrées, collectivités locales et services techniques, organismes publics et semi-publics** (Chambres de commerce d'industrie, agences de développement, ...), jouant le rôle de maîtrise d'ouvrage, de partenaire ou d'intervenant dans le DL.
- ❖ **La communauté** : ensemble des populations vivant et agissant sur un territoire donné et partageant valeurs, responsabilités, handicaps, chances, relations analogues avec l'environnement et les contraintes extérieures. Elle constitue les dynamiques et fondements même du DL. Elle est peu structurée et organisée de façon formelle et agit à travers les ONG et les associations pour défendre les intérêts des citoyens.
- ❖ **Les acteurs économiques** : entrepreneurs et opérateurs (PME) participant à la vie économique locale en produisant, investissant, rendant des services, consommant et offrant des emplois, ...
- ❖ **Les banques et bailleurs de fonds** : ont un rôle dynamique dans le financement des investissements, donc de la réalisation et de la concrétisation des projets.

Il n'est pas important de savoir pilier prend l'initiative et pilote réellement le développement, mais l'absence de l'un est inévitablement un facteur d'échec, au moins à terme¹⁰. Une stratégie de développement doit prévoir la mobilisation conjointe de ces pôles, la reconnaissance de leur légitimité respective et leur association en tant que partenaires.

3.3. Un processus de mobilisation des acteurs

Le DL en tant que démarche collective doit veiller à l'implication de tous les acteurs concernés, aux pratiques mobilisatrices suivantes : nécessité du partenariat et exigence d'une participation active de la population. ***La nécessité d'un partenariat***, par une démarche collective avec une volonté d'agir ensemble d'un grand nombre d'acteurs d'un territoire. Il favorise une plus grande efficacité des actions territorialisées, par regroupement des initiatives, des énergies locales autour d'un même projet commun, impliquant divers échelons de gestion et des partenaires techniques et financiers. ***L'exigence d'une participation active de la population***, du diagnostic jusqu'à l'évaluation des actions, en passant par l'élaboration et la mise en œuvre et le suivi, vise à enrichir le fonctionnement de la démocratie représentative, rapport entre les citoyens et leurs élus locaux : connaissance et appréhension des différentes approches, le débat sur leurs attentes pour des propositions.

34. Un croisement de logiques économiques, sociales et politiques

Le projet territorial, outil de gestion de la complexité par une approche associant transversalité et complémentarité, associe les acteurs, leurs compétences et synergies d'actions. Il prend en compte les interactions et l'interdépendance des différents paramètres exogènes et endogènes influant sur le territoire, son développement, et favorise la complémentarité entre les actions nationale, régionale et locale, et les actions sectorialisées, leur décloisonnement se fait à travers une approche transversale des problèmes.

3.5. Une articulation du local à son environnement

Un bon développement requiert un fonctionnement harmonieux entre différentes composantes du territoire et de la société, dépendant les unes des autres et participant à la cohérence globale : relations internes ou externes à l'environnement local. ***Les relations internes à l'environnement local*** concernent les microprojets thématiques, programmes de développement de quartiers, programmes régionaux de développement. Ces derniers font appel à l'approche verticale des différentes échelles d'action, au partenariat entre collectivités locales et aux réseaux de compétences. ***Quant aux relations externes***, elles concernent d'autres territoires, et leur place dans l'environnement global. Elles se manifestent dans la coopération décentralisée et la mondialisation. ***La coopération décentralisée***, comme levier du DL à travers la promotion de partenariats et d'apports réciproques, permet de

développer un système d'échanges et de communication. Pour **la mondialisation**, outre les crises, dangers et menaces, elle offre des opportunités à la société locale. A l'intérieur du système économique dominant, les acteurs de base bénéficient de marges de manœuvre pour développer leurs propres stratégies. C.-à-d., la mondialisation renforce les ancrages locaux et le besoin d'affirmer ses racines¹¹. Les **Facteurs de la dynamique locale de développement** servant d'éléments d'attractivité des investissements indispensables aux activités et au DL.

4. Rôle de la PME dans le DL et l'aménagement du territoire (AT)

Le recours aux PME dans la politique de développement s'appuie sur des arguments consolidés par des exemples concrets. Nombre de raisons justifie la promotion des PME dans les stratégies de développement et d'aménagement : création d'emplois, densification du tissu industriel, organisation spatiale, ...

4.1. Le rôle de la PME dans le développement

La PME est considérée comme un recours incontournable pour une nation car elle permet une amélioration qualitative et durable d'une économie et de son fonctionnement par sa capacité de créer des emplois, de renforcer le tissu industriel, de promouvoir l'exportation et de relancer l'économie par sa flexibilité.

- ⇒ **Création d'emplois** : Le recours aux PME est une stratégie efficace et durable de lutte contre le chômage. Elles exigent un effectif important d'employés qualifiés ou non. De par son adaptabilité à la dispersion spatiale, la PME s'implante dans les bassins de main-d'œuvre et se présente comme une solution pour employer une population importante.
- ⇒ **Densification du tissu industriel** : la PME reste un bon moyen pour renforcer et densifier le tissu industriel. La concurrence entre les firmes pose la spécialisation comme un moyen incontournable pour se maintenir sur le marché. C'est ainsi que naissent de nombreuses PME spécialisées dans des domaines indispensables aux grandes firmes (sous-traitance). Elles viennent renforcer celles existantes pour rendre le tissu industriel plus dense, donnant lieu à un pôle industriel. De par sa taille réduite et les moyens raisonnables, elle peut s'implanter partout et son exigence en ressources est facile à satisfaire. Elle répond à la consommation nationale et internationale et aux produits intermédiaires des grandes firmes. La facilité de création permet celle d'une répartition à travers le territoire par l'occupation des « poches vides », en optimisant les ressources, et ou organisant la consommation intermédiaire, les relations interbranches et les solidarités technico-économiques.
- ⇒ **Développement vers l'exportation** : les PME interviennent avec force sur les marchés extérieurs du fait de leur diversité et de leur capacité

d'adaptation aux aléas du marché. Une place importante leur est accordée pour procurer des devises nécessaires pour les équipements industriels. Le secteur exportateur connaît un essor grâce à son dynamisme, sa flexibilité et son adaptabilité. Le recours aux PME exportatrices permet la substitution aux importations, la relance de l'économie.

- ⇒ **Relance de l'économie** : l'importance des PME dans le développement et la relance de l'économie peut être mise en évidence par 3 facteurs : adoption efficiente des technologies compatibles aux dotations du pays en ressources, capacité à entraîner le développement des infrastructures, facilité de création et dispersion spatiale constitue l'arme économique sophistiquée pour relancer durablement l'économie. Le rôle des PME est double : socioéconomique (revenus, emplois) et spatio-politique (réduction des inégalités régionales). C'est un élément clé pour l'AT.

4.2 - Le rôle de la PME dans l'aménagement du territoire

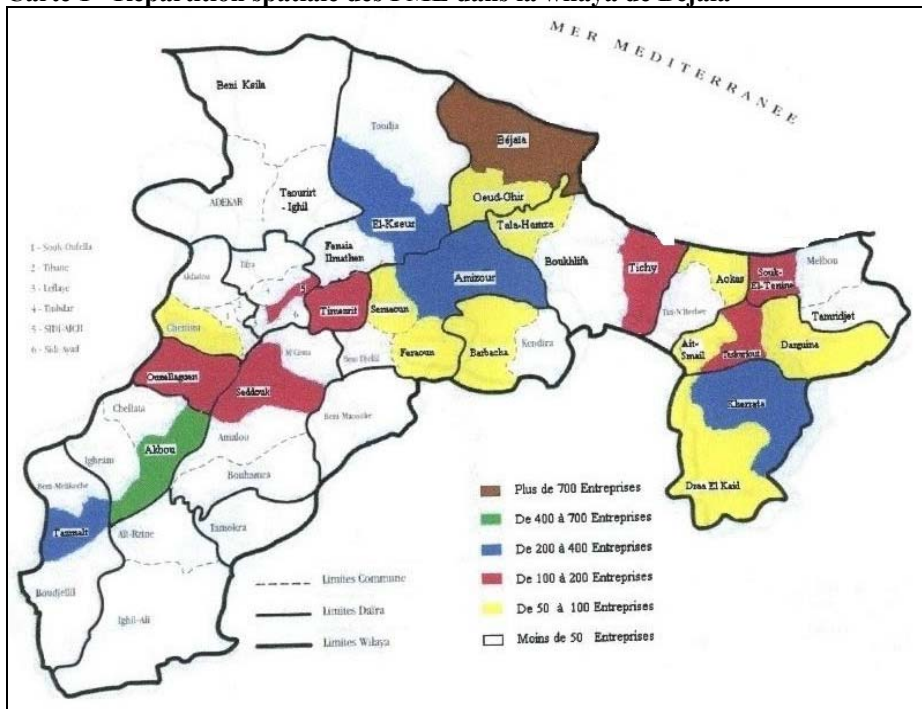
La PME est un puissant instrument de décentralisation, de développement régional et d'AT. Son rôle est appréhendé à 4 niveaux : dispersion, organisation spatiale, cohérence entre branches, équilibre macroéconomique.

- ⇒ **L'implantation/dispersion des forces productives** : Facteur de promotion des régions, la PME se caractérise par sa taille réduite, sa faible consommation du capital, sa technologie relativement simple, ce qui correspond aux potentialités des régions enclavées, offrir sur place des emplois à la population locale, améliorer les revenus, mettre en valeur les ressources locales et promouvoir les collectivités locales. C'est aussi un chaînon intermédiaire, de décentralisation, de déconcentration urbaine et de libération des capacités d'innovation: répartition équilibrée, adaptée aux réalités, à la logique de l'organisation spatiale.
- ⇒ **L'organisation spatiale** : Chaque projet économique nécessite des conditions spécifiques d'implantation qu'il faut connaître afin de mieux cerner les plans de décentralisation des forces productives et de régionalisation de développement économique et social. Cependant, comme les PME complètent souvent la grande entreprise par la sous-traitance, donc la localisation des PMI se déduit de celle de la grande industrie en renforçant le maillage, induisant la cohérence des branches.
- ⇒ **La cohérence intra et interbranche** est assurée par le principe de l'organisation industrielle qui peut établir la supériorité des PME. La cohérence et l'harmonie dans une branche exigent la maîtrise et la compatibilité des divers éléments. La cohérence interbranches constitue le critère d'évaluation par la sélection des activités complémentaires aux projets des grandes firmes. Par la sous-traitance, la PME répond à la demande de la grande industrie, rend les activités plus dynamiques et les

relations interindustrielles cohérentes pour l'équilibre macroéconomique.

⇒ **L'équilibre macroéconomique** : Rechercher l'équilibre offre/demande des marchés des biens et de l'emploi constitue un autre type de cohérence. La PME est le secteur incontestable de création d'emplois ; de réalisation de l'équilibre du marché de l'emploi et de l'équilibre global de l'économie. Sa dispersion territoriale lui permet d'absorber le chômage d'une façon rationnelle. La part des PME dans la production des biens dépasse les 50% du PIB. Ainsi, la PME dans sa stratégie est perçue comme une force productive d'appoint et un rouage nécessaire au bon fonctionnement de l'économie dont la complexité s'accroît avec l'industrialisation. Elle permet de consolider le tissu industriel, créer une force productive, l'organiser, et assurer le développement économique équilibré et durable.

Carte 1 - Répartition spatiale des PME dans la wilaya de Béjaïa



Source : M. Belattaf & M. Ouyahia « La dynamique de la PME-AA : cas du secteur privé de la wilaya de Béjaïa », in colloque international de Biskra, avril 2004.

5. Impacts et perspectives bancaires

On dénombre quatre (4) impacts : spatial, économique, social, environnemental

5.1 - L'impact spatial

Grâce à la dispersion des PME et à l'emploi généré, la population n'éprouvait plus le besoin de se déplacer et de changer de milieu. A partir des années 90, avec les premières PME, certaines populations ont regagné leur région natale. Grâce à la politique de réhabilitation des zones industrielles et d'activité, l'on a remarqué un afflux de PME. En effet le tissu industriel, d'une telle ampleur et dynamisme, a beaucoup contribué à la fixation des populations :

- ✓ Désengorger les centres urbains et délocalisation vers leur périphérie,
- ✓ Faire profiter les entreprises des économies d'échelle générées par une concentration d'entreprises,
- ✓ Fixer les populations rurales en leur procurant emplois, biens et services;
- ✓ Encourager les agriculteurs à faire mieux des fruits des entreprises alimentaires qui s'y développent.

5.2 - L'impact économique

La situation économique régionale s'est améliorée grâce à l'accroissement de la création d'entreprises. La part de la PME dans l'économie locale est importante, la finance locale s'est améliorée grâce aux impôts, taxes et redevances collectés. Elle a permis d'absorber une part des demandeurs d'emploi. La gamme de produits fournis par les entreprises, notamment agroalimentaires, s'élève à plus de 100 produits pouvant générer des centaines de sous-produits, dans une situation de concurrence entre les PME intervenant dans des secteurs similaires : lait et dérivés, limonaderies, semouleries,

5.3 - L'impact social

Les PME ont beaucoup apporté à la population locale, grâce aux milliers de postes d'emplois stables et durables créés, engendrant stabilité et bien être global à de nombreuses familles, niveau de vie décent, gamme de produits sur le marché. Le développement de la PME fait de Béjaïa une région dynamique et attractive. Cet essor des PME a fini par avoir des retombées positives, dépassant les frontières locales pour toucher l'espace régional et national.

5.4 L'impact environnemental

La question environnementale est d'actualité tant au niveau national qu'international, et la menace qui y pèse est grandissante. La réduction des effets néfastes causant des désagréments à l'environnement naturel font partie des préoccupations des organismes nationaux et internationaux, par la mise en place des normes ISO 9002 (qualité) et ISO 14000 (environnement).

6 Les perspectives bancaires

Aujourd'hui, il convient de mettre l'accent sur le fait que, même si le processus de mutation des banques n'est pas encore achevé et l'expansion des banques privées n'a pas encore atteint un niveau élevé, le travail important accompli dans les domaines de la modernisation, de la consolidation des assises

financières, de l'assainissement des portefeuilles et de la réglementation technique et prudentielle, devrait désormais hisser l'espace bancaire algérien au niveau des pays développés. Un crédit s'octroie sur la base d'une évaluation minutieuse du risque encouru. Concernant les PME privées, il faudrait dorénavant :

- ⇒ Créer des conditions de promotion de relations saines entre les banques locales, conformes aux règles prudentielles de la Banque d'Algérie.
- ⇒ Orienter les crédits bancaires vers des activités productives, à fort potentiel de croissance, de valeur ajoutée et d'emploi.
- ⇒ Accompagner et soutenir les PME-PMI présentant un potentiel d'exploitation par un financement.
- ⇒ Développer le Conseil Bancaire et élaborer le business plan du projet.

Les banques sont actuellement dans de meilleures conditions pour financer davantage les investissements, avec des garanties et précautions. Les plans stratégiques des banques de Bejaia couvrent plusieurs axes :

- ⇒ *Stratégie globale* : Définir une politique et stratégie de développement de la banque, son rôle et ses missions ; revaloriser l'intermédiation bancaire et opter pour une approche plus économique qu'administrative ;
- ⇒ *S'inscrire clairement dans la dynamique de l'économie de marché* : Réorganiser les structures, arrêter les méthodes de gestion et types de relations avec l'environnement et les emprunteurs ; Retrouver le sens de la commercialité, conciliant la profession au développement économique ;
- ⇒ *Assurer la cohésion et l'efficacité des structures bancaires*, réorganiser les structures et réaménager de l'organigramme par le regroupement des structures centrales et mise en place de structures d'études et de décision.
- ⇒ *Modernisation de la banque afin de renforcer sa compétitivité*, par l'utilisation de la technologie informatique et des systèmes d'information, et inculquer l'idée que la modernisation est un état d'esprit.
- ⇒ *Professionnaliser le personnel*, par des plans de formation adaptée aux banques, Recruter et développer les compétences, Améliorer les connaissances et capacités professionnelles et managériales.

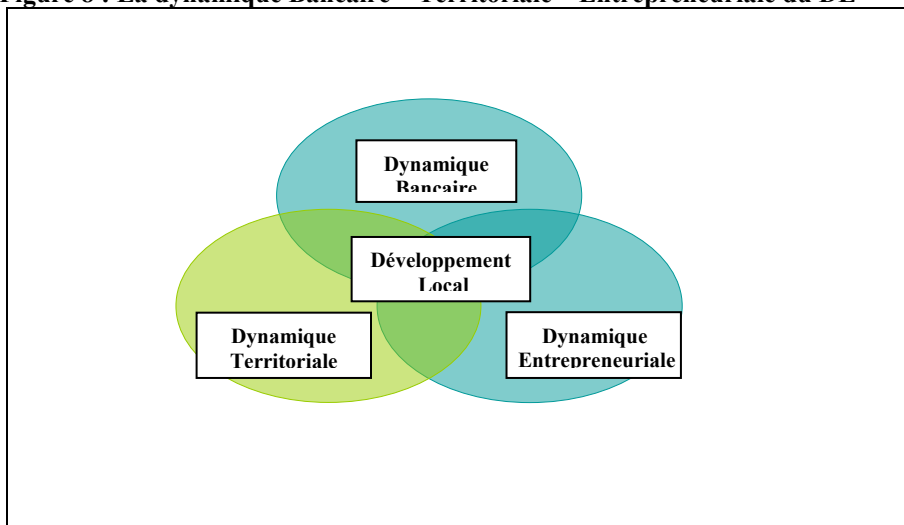
Il reste selon les responsables des banques, un ***obstacle au financement et développement : problèmes d'adaptation du système judiciaire et juridique dans le droit économique nécessitant la création d'institutions et structures spécialisées dans les affaires bancaires et financières, afin d'éviter les impayés et les litiges***, qui pèsent sur les banques. Cela permettra de pousser les banques à développer les activités du privé et s'impliquer davantage.

Récapitulatif de la dynamique Banque-Territoire-Entrepreneuriat

La dynamique du DL peut être décomposée en trois sous-dynamiques dont la synergie des éléments constitutifs engendre une dynamique locale de développement : **dynamique territoriale, dynamique bancaire et dynamique entrepreneuriale**. En effet, la dynamique du DL met en évidence l'interaction et la pluralité des acteurs qui y interviennent¹² : administrations, collectivités locales, entreprises, université, centres de recherche, banques, associations professionnelles. Leur proximité doit créer un climat favorable au développement selon la nature des relations entre ces acteurs. La combinaison de ces éléments engendrera une diversité de configuration du DL.

- ❖ **La dynamique territoriale** : ensemble des stratégies et comportements des acteurs structurant la territorialisation des processus du DL : lieu de localisation des acteurs et des facteurs, création/attraction des ressources et des facteurs de production, impact sur le DL....
- ❖ **La dynamique bancaire** : diversité et efficacité des institutions de financement, des produits bancaires, réseau d'agences, leur performance et capacité à octroyer des crédits aux bénéficiaires dans leurs projets, ...
- ❖ **La dynamique entrepreneuriale** : Existence de l'esprit d'entreprise et d'initiative dans la conception des projets, présence d'hommes d'affaires, d'entrepreneurs, porteurs de projets touchant entreprises et territoires.

Figure 8 : La dynamique Bancaire – Territoriale – Entrepreneuriale du DL



Source : Etabli par l'auteur

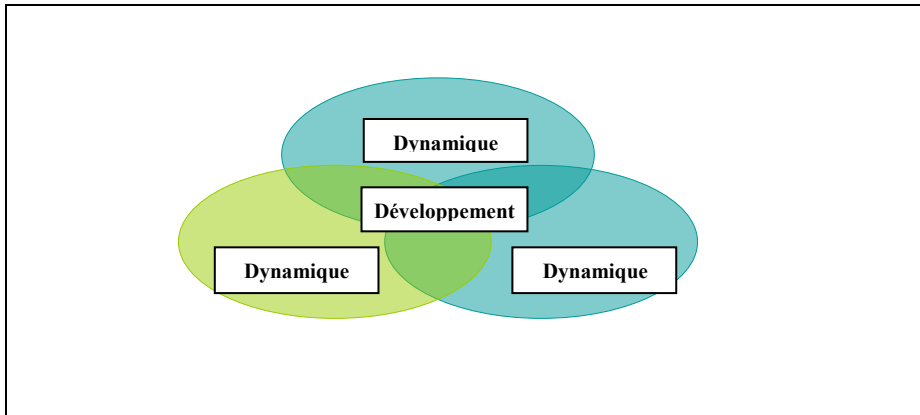
Sous un autre angle, l'on peut concevoir un autre triptyque dynamisant le DL, à travers la triple dynamique **territoriale–sectorielle–institutionnelle**.

- ❖ **La dynamique territoriale** : Les stratégies et comportements des acteurs

structurent collectivement la territorialisation des processus d'innovation technologique : zones industrielles, d'activité, localisation des investissements et des entreprises, leur répartition spatiale, canalisation/attraction des ressources compétences, impact sur le DL, ...

- ❖ **La dynamique sectorielle** : le secteur d'activité, dans lequel est spécialisé le technopôle ou la région, obéit à sa propre logique productive : régime de concurrence, transferts de technologies, échanges de biens services, relations interentreprises et intersectorielles,...
- ❖ **La dynamique institutionnelle** : les interactions précédentes prennent place et s'effectuent dans un environnement institutionnel spécifique dominé par un ensemble de règles formelles et informelles et de pratiques socioéconomiques : relations de coopération, de rétention, d'exclusion.

Figure 9 : La triple dynamique Sectorielle – Territoriale – Institutionnelle du DL



Source : Etabli par l'auteur

Conclusion

1. **La quasi-totalité des banques** de Béjaïa ont contribué au financement du secteur privé local qui à son tour participe au développement de toute la région. Les statistiques bancaires l'illustrent parfaitement de 1995 à 2005
2. **L'industrie est le secteur le mieux financé** par la majorité des banques, plus précisément **la branche agroalimentaire** et le **BTP**.
3. Le rôle des PME est multidimensionnel : *spatial, socioéconomique et politique*. Elles contribuent à la planification industrielle, diversification des exportations et relance de l'économie. C'est un acteur clé pour l'AT.
4. L'importance de la PME au niveau national est l'induction des équilibres macroéconomiques. C'est une force productive d'appoint, un rouage nécessaire au bon fonctionnement de l'économie qui s'accroît avec la

tertiairisation et les TIC. La PME consolide et organise le tissu industriel : symbiose interbranches pour le développement économique durable.

5. Nous constatons aujourd'hui que l'émergence de plusieurs banques participe à créer une concurrence entre elles et aboutira à l'essor du secteur privé local qui engendrera le développement de la région. Cependant, les banques doivent s'adapter au ***système judiciaire et juridique dans le droit économique en créant des institutions et structures spécialisées dans les affaires bancaires et financières.***
6. La dynamique du développement local peut être décomposée en trois sous-dynamiques dont la synergie des éléments constitutifs engendre la **Dynamique locale de développement.** Ce qui met en évidence l'interaction et la pluralité des acteurs qui y interviennent.

Bibliographie

1. Actes du Colloque international « gouvernance et développement de la PME en Algérie » organisé par le CREAD (et CNAM), Alger, juin 2003.
2. Annuaire des statistiques de la W. de Bejaia, DPAT 1998 à 2005.
3. Assises de la micro-entreprise, Alger, octobre 2003.
4. Assises de la PME, Alger, janvier 2004
5. BOUREILLE B. et B. GUESNIER, 1994, « Dynamiques des activités et évolution des territoires », in Revue d'économie régionale et urbaine.
6. BELATTAF M : « Analyse et évaluation de la micro-entreprise dans la création d'emploi à Béjaïa à travers la triple dynamique : sectorielle, spatiale et bancaire », in colloque CREAD-Alger, 23-25 juin 2003.
7. BELATTAF M. et A. IDIR, « Le développement local : quelques éléments théoriques et pratiques », Communication au colloque international « L'articulation Espace local–espace mondial : enjeux, problèmes et perspectives », Univ. de Béjaïa, les 21/22 juin 2006
8. BELATTAF M. et N. Gani « Evaluation de la dynamique du financement de la micro-entreprise de Béjaïa », in revue Perspectives de l'Université d'Annaba, n°6 juin 2004.
9. BELATTAF M. « l'aide à la création de micro-entreprises et dynamique de l'emploi : évaluation de l'expérience de la ME dans la wilaya de Bejaia », in Revue du CREAD n° 58, 2001 (Alger).
10. BELATTAF M. « Territoire, banques et création d'emploi en Algérie : le cas de la PME et des micro-entreprises de la wilaya de Béjaïa », contribution dans l'ouvrage collectif « Entrepreneurs et PME : approches algéro-françaises », L'Harmattan, nov. 2004.
11. BOUYAKOUB A. : « La difficile adaptation de l'entreprise aux mécanisme du marché ». Les Cahiers du CREAD, N° 39, 1997.

12. C. BERANARD, « La dynamique des ME, une alternative à la réduction du secteur public dans les économies en transition ? Les cas de l'Algérie et de l'Egypte », TEAM Univ. ParisI, 2002.
13. Décret exécutif 93-12 du 5 octobre 1993 portant promotion des investissements.
14. Données de l'ANSEJ-Antenne de Béjaïa, de 1997 à 2004
15. Données des banques de Béjaïa : BNA, BADR, CPA, BDL,...
16. Nos enquêtes auprès des PME et des banques (2003 et 2006)
17. FFERGUENE M., 2000, « Dynamiques territoriales et milieux innovateurs », cahiers de la recherche, n°7, FSEG-Sfax (Tunisie.)
18. GANI N. « Contribution du système bancaire au développement du secteur privé depuis 1990 : cas de la wilaya de Béjaïa », Mémoire de Magister, Université de Béjaïa 2003.
19. HAMADAMA N. « Contribution de la PMI. au développement de la wilaya de Béjaïa durant la période 1990-2001 » mémoire de magister, Univ. de Béjaïa 2003.
20. JOYAL A. « PME et développement territorial », CIRIEC-Canada 2000.
21. L'économie, mensuel économique de l'APS, de 1997, 2001 et 2002.
22. Les cahiers du CREAD, divers numéros.
23. Loi 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit.
24. Loi n° 01-18 du 12/12/2001 portant loi d'orientation sur la PME – PMI.
25. Média Bank : « Missions attributions de la commission bancaire », publication trimestrielle, N° 14, octobre/novembre 1994.
26. Ministère de la PME et de l'artisanat, Alger, 2003.
27. Ministère de la PMI-PME : « données globales sur le tissu de la PME-PMI : Rapport de synthèse relatifs à « l'état des lieux » présenté au conseil du gouvernement (19 juillet 2000).
28. MOUHOUBI S. « L'Algérie à l'épreuve de réformes ». OPU, 1998.
29. Mutations (revue trimestrielle) no 1 page 8 à 16 et 20 à 28 décembre 1991
30. NASHASHIBI K. « Algérie, stabilisation et transition à l'économie de marché » FMI, 1998.
31. Ordonnance 95-22 du 26 août 1995 portant privatisation des EPE.
32. Ordonnance 95-25 du 25 sept. relative aux capitaux marchands de l'État.
33. Ordonnance 01-03 du 20/08 relative au développement de l'invest.
34. OUYAHIA M., « analyse de la dynamique de la PME agroalimentaire privée : cas de Bejaia », mémoire de magister, UAM-Béjaia, 2005
35. Rapports du CNES. Éd.1999 à 2001
36. S. MARNIESSE, « Approche théorique de la dynamique des micro-entreprises dans les PVD », document de travail (DT/2000/06).
37. Salon de la micro-entreprise, SAMIE 2004, Alger, janvier 2004.
38. Textes législatifs et réglementaires relatifs au dispositif de l'ANSEJ.

39. TONDJINE A. : « Comment investir en Algérie ». ENL/OPU, 1992.

Références

- 1- M. Belattaf, « Territoire, banques et création d'emploi en Algérie : cas de la PME et des ME de la wilaya de Béjaïa », in ouvrage collectif « Entrepreneurs et PME : approches algéro-françaises », L'Harmattan, nov. 2004. & « Evaluation de la dynamique du financement de la ME de Béjaïa », revue Perspectives, Uni. d'Annaba, n°6 juin 2004.
- 2- M. Belattaf, A. Idir, « Le DL : quelques éléments théoriques et pratiques », in colloque international « L'articulation Espace local-espace mondial : enjeux, problèmes et perspectives », Uni. de Béjaïa, 21-22 juin 2006.
- 3 - APSI, CALPI, ANSEJ, ANDI, ANGEM, organismes de garantie/soutien aux PME.
- 4 - Gani N. « Contribution du système bancaire au développement du secteur privé depuis 1990 : cas de Béjaïa », Mémoire de Magister, Université de Béjaïa 2003.
- 5 - M. BELATTAFF et al, « La micro-entreprise, agent moteur du développement local : création, organisation, évaluation et perspectives dans les cas de la wilaya de Béjaïa », projet de recherche, Univ. Béjaïa 2002-2004.
- 6 - Selon les responsables, le financement bancaire concerne souvent les équipements.
- 7 - Atelier d'échanges et de formation au développement local, Dakar, 26/04 au 1/05/1999, CONCEPT, Avril 1999.
- 8 & 9 - Lorthiois J. « Le diagnostic local des ressources », ASDIC – Editions W. 1996
- 10 - Varine H. « Economie solidaire et développement local » Territoires, mai 1996.
- 11 - Séminaire de Montevideo, Uruguay, CCFD, Territoires, mai 1997.
- 12 - M. Mezouaghi, « Les technopôles : quelle méthodologie d'observation et d'analyse ? » in IRMC, SupCom et Parc El Ghezala, Tunis, 19 mars 04.